

**Commune de Saint Hilaire de Brethmas**

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

**DECISION DU MAIRE N°2022-12****EN VERTU DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTION DU CONSEIL MUNICIPAL  
\_\_\_\_REPRISE D'UNE CONCESSION FUNERAIRE\_\_\_\_****Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L. 2122-23;
- Vu l'article L.2223-1 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que chaque commune consacre à l'inhumation des morts, un ou plusieurs terrains spécialement aménagés à cet effet ;
- Vu l'article L.2223-13 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que lorsque l'étendue des cimetières le permet, il peut être concédé des terrains aux personnes qui désirent y fonder leur sépulture et celles de leurs enfants ou successeurs. Les bénéficiaires de la concession peuvent construire sur ces terrains des caveaux, monuments et tombeaux, en inhumant cercueils ou urnes ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2020/20 en date du 4 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire en vertu de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes desquelles l'assemblée délègue au Maire pour la durée de son mandat , les pouvoirs lui permettant de régler les affaires énumérées à l'article L. 2122-22 du C.G.C.T. ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°07/11 en date du 21 février 2011, reçue en sous-préfecture d'Alès le 25 février 2011, par laquelle le Conseil Municipal approuve le principe de la rétrocession que si la concession se trouve vide de tout corps et fixe à 2/3 du montant initial de la concession la somme qui sera remboursée aux titulaires pour les concessions perpétuelles ;
- Vu la concession perpétuelle de 3 m<sup>2</sup>, enregistrée sous le n°679 en date du 4 août 2004, plan 2 du cimetière de la Jasse, accordée par la commune à M. et Mme COMAS Carmen moyennant la somme de 292 €, dont 27 € de taxe acquittée à la Trésorerie d'Alès municipale ;
- Vu la lettre de Mme COMAS Carmen, en date du 18 février 2022, reçue en mairie le 22 février 2022, manifestant le souhait de rétrocéder à la commune cette concession funéraire;
- Considérant que le Maire est autorisé à prendre toute décision, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 8° du C.G.C.T., en vue de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières;
- Considérant que la concession perpétuelle, enregistrée sous le n°679 plan 2 du cimetière de la Jasse, accordée par la commune à M. et Mme COMAS Carmen le 4 août 2004, se trouve vide de tout corps;
- Considérant que M. et Mme COMAS Carmen ont versé à la commune la somme de 265 € (292 € - 27 € de taxe) et que sur le fondement de la délibération du Conseil Municipal n°07/11 en date du 21 février 2011, la commune doit rembourser les 2/3 du montant initial de la concession, soit 176,67 € ;

## DECIDE

**Article 1 :** Le Maire accepte la reprise de la concession funéraire, vide de tout corps, enregistrée sous le n° 679 plan 2 du cimetière de la Jasse, accordée par la commune à M. et Mme COMAS Carmen le 4 août 2004.

**Article 2 :** Il est remboursé à M. et Mme COMAS Carmen la somme de 176,67 € correspondant aux 2/3 du montant initial de la concession perpétuelle.

**Article 3 :** La présente décision sera transmise à Monsieur le Trésorier d'Alès et au comptable de la collectivité.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans le délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de la dernière mesure de publicité auprès du Tribunal administratif de Nîmes.

**Article 5 :** La présente décision sera communiquée au prochain conseil municipal sous la forme d'un donner acte.

A Saint Hilaire de Brethmas, Le 1<sup>er</sup> mars 2022

Le Maire,  
Jean-Michel PERRET



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

Et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de : sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyens » accessible par le site internet, [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)